

Mouvement Militant Mauricien



Qu'est-ce qu'être *militant* en 2009 ?

**Les valeurs permanentes du MMM face
aux enjeux du XXIème siècle**

Steven Obeegadoo

Congrès Anniversaire

Septembre 2009

Qu'est-ce qu'être *militan* en 2009 ?

Les valeurs permanentes du MMM face aux enjeux du XXIème siècle

'Pour savoir où l'on va, il faut bien savoir d'où l'on vient'

Le Mouvement Militant Mauricien a marqué d'une empreinte indélébile l'Ile Maurice moderne. Force motrice de l'histoire politique postindépendance, le MMM a inspiré des milliers de nos compatriotes à s'engager dans la lutte pour une Ile Maurice meilleure et aura contribué à former plus d'une génération de nos syndicalistes, de nos hommes politiques, de nos artistes et autres intellectuels.

Si la singularité du MMM réside dans ses structures et son fonctionnement interne, la qualité de ses militants, sa résilience dans l'adversité et l'efficacité de son action politique quarante ans durant, tiennent avant tout aux convictions profondes qui l'anime. Si, au gré de l'évolution du monde et avec lui de notre pays de 1969 à 2009, nos programmes de gouvernement ont du refléter la géométrie variable de l'arbitrage entre le souhaitable et le réalisable et si notre projet de société lui-même a su s'enrichir des leçons de l'histoire récente, les valeurs fondamentales de notre parti démontrent une remarquable constance. Ainsi, nos idées et nos programmes ont évolué, nos stratégies maintes fois revues et corrigées mais l'idéal de 1969 et les valeurs qui la sous-tendent demeurent d'une surprenante actualité.

L'identité du MMM, sa mission historique et le sens de son combat au quotidien hier comme aujourd'hui repose sur ces valeurs permanentes. Etre *militan* en 2009 comme en 1969 tient au fait d'y adhérer. Etre *militan*, c'est avant tout faire le choix de porter dans sa vie de femme et d'homme, à tout moment et en tout lieu, ces valeurs du MMM et les faire vivre dans tout ce que nous entreprenons en tant que bâtisseurs de l'avenir

Mais ces valeurs, quelles sont-elles ? Comment nous distinguent-elles des autres courants politiques ? Quelle peuvent bien être leur pertinence à l'heure de la mondialisation et au vu des formidables bouleversements de l'histoire récente ? Quelles sont les thématiques nouvelles du contexte présent et comment les aborder en s'inspirant de nos valeurs pour leur conférer une expression renouvelée, moderne et pertinente ? Les réponses à ces multiples interrogations définissent, en définitive, ce qu'est, de nos jours un *militan*

L'idéal traduisant l'horizon de l'action politique du MMM demeure, depuis les premiers textes énonciatifs de 1969-70 et telle que réaffirmé dans la *Déclaration de Principes du MMM* de 1998 : « une société libérée de toute forme de domination, d'exploitation, ainsi que de toute discrimination de classe, de race, de couleur, de communauté, de caste, de religion ou de sexe ».

Pour avancer vers cet idéal, le MMM dès ses débuts a pris appui sur la soif de justice de la jeunesse mauricienne et la force de la classe ouvrière organisée et des salariés. La condition première pour que le MMM puisse assumer son rôle face à l'histoire et devant les hommes, c'est qu'il demeure capable d'inspirer et de mobiliser les jeunes, les travailleurs et les salariés mauriciens. Qu'il soit leur option politique première.

Etudier l'histoire du MMM depuis les années de brassage de la période 1969-73, parcourir les documents idéologiques et les manifestes programmatiques successifs, c'est se rendre à l'évidence qu'il a toujours existé un certain nombre d'idées forces qui fondent la vision idéologique du parti et constituent ses valeurs permanentes : l'unité du peuple mauricien et le patriotisme, un socialisme moderne et féministe, la démocratie participative intégrale, un internationalisme conséquent et une certaine conception du Mouvement et du militantisme. Le dénominateur commun est en tout état de cause un humanisme qui affirme l'urgence de répondre aux besoins premiers et aux droits fondamentaux des humains et proclame sa foi en leur capacité de maîtriser leur devenir collectif, de transformer la société, et de libérer le potentiel de tous pour une société du bien-être et du bien-vivre.

I. Mauricianisme et patriotisme

Fondé au lendemain des meurtrières bagarres communales de 1965 et 1968, le MMM s'est toujours voulu un rempart contre le communalisme, le racisme et les sectarismes religieux ou ethniques en tout genre. D'où aussi notre attachement à la laïcité de l'Etat et de ses institutions. L'anti-communalisme et le rejet de toute division de notre peuple représente un principe fondamental qui définit la raison d'être du MMM et sur lequel un *militant* ne transigera jamais.

Toutefois, conscient que faire abstraction de la complexité de la société mauricienne ne pourrait que renforcer les forces passéistes et divisionnistes, le MMM a toujours cherché par pragmatisme, à s'assurer que le parti soit représentatif de toutes les composantes de l'Ile Maurice plurielle. A cet égard subsistera toujours une tension entre la poursuite de l'idéal et les compromis nécessaires à l'efficacité de la lutte politique selon les paramètres du système électoral mauricien. Le *militant* conscient « qu'un compromis devient facilement une trahison ; une étape se transforme facilement en déviation » (*Programme Gouvernemental du MMM, 1973*) veille, en toutes circonstances, à ce que l'idéal mauricianiste du MMM ne soit jamais compromis par les exigences de l'action électorale.

Profondément attaché à la préservation et à l'épanouissement de nos cultures ancestrales, le MMM favorise le dialogue interculturel et se réjouit de l'émergence au fil de nôtre histoire d'une identité proprement mauricienne. « Ce mauricianisme pluriculturel, basé sur le respect, la tolérance et la compréhension des différences, permet de transcender les barrières raciales et communales ...pour façonner un devenir commun mauricien, conjuguant unité nationale, méritocratie, progrès économique et social »¹. Conscient du

rôle primordial du Kreol et du bhojpuri, en tant que langues populaires, comme éléments constitutifs de notre nation, éléments clés de notre vivre-ensemble et outil de démocratisation sociale, le MMM œuvre pour la valorisation de ces langues dans le respect de notre identité plurielle et dans le dialogue.

La nation mauricienne, en tant que collectivité, se doit d'abord de donner l'envie de vivre ensemble à ses membres. La priorité est donc de provoquer le désir de se rassembler autour de notre histoire, de notre géographie, de nos langues communes, de notre culture plurielle, de notre art de vivre. En conséquence, tout doit être mis en œuvre pour améliorer par priorité le climat relationnel de ce pays qui est le notre.

En ce début de siècle, notre pays témoigne d'une résurgence de groupuscules sectaires et communalistes face auxquels notre combat se doit d'être implacable. C'est ce qui nous différencie de nos adversaires dont l'anti communalisme de façade cache un opportunisme se nourrissant des susceptibilités communales des uns et attisant le racisme des autres. L'idéal du MMM d'une société plurielle mais unie est donc plus que jamais d'actualité.

Le mauricianisme du MMM s'accompagne tout naturellement d'un patriotisme viscéral nous inspirant un attachement farouche à notre indépendance économique et politique ainsi qu'une défense inconditionnelle de l'intégrité territoriale de notre état archipel mauricien composé de Maurice, Rodrigues, Agaléga et St Brandon, l'Archipel des Chagos et Tromelin.

Le *militan* est un patriote qui s'oppose en tout lieu et en toute circonstance au racisme, au communalisme et au castéisme pour promouvoir le mauricianisme pluriculturel comme fondement de la nation. Le *militan* s'oppose à tout fondamentalisme et se refuse à toute instrumentalisation de la religion par la haine de l'autre.

II. Socialisme et Féminisme.

« Le socialisme n'a jamais été une doctrine figée, mais bien une aspiration et un mouvement. Une aspiration à un monde meilleur et un mouvement de transformation de la société »²

Le MMM s'est toujours inspiré de divers courants de la pensée socialiste et progressiste, se définissant hier comme aujourd'hui comme parti de transformation sociale. Membre de l'Internationale Socialiste, le MMM partage la critique du capitalisme en tant que système d'organisation sociale fondamentalement injuste, irrationnel et inhumain. Fondé sur l'exploitation, générateur de crises destructrices, et soumettant la société aux exigences de l'économie, le capitalisme ne peut garantir le progrès social et le bonheur humain.

Dès sa création, notre parti se situe 'dans la lignée de la lutte contre l'esclavage et l'engagement, et invite ses militants à se réapproprier l'histoire du peuple mauricien, tout en soulignant qu'il s'agit de reprendre la lutte socialiste du Parti Travailleiste des années 1936-58. La référence constante aux enseignements de l'histoire de Maurice témoigne aussi du refus du prêt-à-porter idéologique et l'effort de définir une voie socialiste profondément ancrée dans les réalités économiques et sociologiques mauriciennes. Animé d'une volonté de transformation mais lucide quant aux héritages historiques, aux pesanteurs sociologiques et à la réalité économique, la méthode du MMM repose sur le changement progressif de l'ordre des choses par l'effet cumulatif de réformes structurelles.

Ainsi, dès 1970, le MMM affirme son souci de réalisme et de pragmatisme en intitulant son premier manifeste *Pour une Ile Maurice possible*, et en cherchant à conjuguer socialisme et développement. Le réalisme demeure pour nous la façon la plus sûre de changer les choses. Le progrès pour tous et pour chacun requiert hier comme aujourd'hui un développement économique soutenu, le respect des grands équilibres économiques et de la rigueur dans la gestion des finances publiques. ' Le MMM est favorable à une conjugaison des règles du marché et de la rigueur de la compétition d'une part, et de l'élan de coopération et de partenariat des citoyens d'autre part, afin d'accroître la richesse nationale, de garantir le plein emploi et l'amélioration continue du niveau de vie'. C'est ainsi que nous prônons une économie sociale de marché : « Le MMM encourage l'esprit d'entreprise et prône une société d'économie mixte avec un secteur privé dynamique et un secteur fort, diversifié et performant »³.

Toutefois, à la différence de l'idéologie du tout-marché (et de l'application de la loi de l'offre et de la demande en vue du profit maximal à toute la vie en société) en vogue ici et ailleurs jusqu'à ce que frappe la crise économique mondiale, les socialistes que nous sommes insistons que le marché se doit d'être régulé et la marchandisation limitée. Que le mécanisme du marché se soit imposé comme le moyen le plus efficace d'allouer les ressources, de stimuler l'initiative, et de récompenser le travail, représente assurément une des leçons de l'histoire du 20ème siècle. Mais, à l'échelle nationale comme internationale, la crise actuelle du capitalisme n'est que confirmation des exigences sociales et humaines d'une intervention de la main très visible de l'Etat et des Etats, expressions démocratiques de la souveraineté populaire. De même, l'acceptation par les socialistes de 'l'économie de marché' et non de 'la société de marché', se réfère à notre conviction profonde qu'il faille « préserver de la loi du profit les secteurs de la société où se noue la cohésion sociale et nationale : école, santé, culture, sécurité, protection sociale, communication.... et où il importe donc particulièrement que soit défendue l'égalité de chances »⁴. Face à l'intégrisme libéral, nous insistons par ailleurs sur le rôle essentiel de l'économie sociale reposant sur les coopératives et les associations à but non lucratif. En tout état de cause, notre devoir est de rappeler que l'économie doit être au service des hommes et non la société assujettie à l'économie.

Pour contenir l'expansion du marché et empêcher l'instauration d'une société de la marchandisation, ' il faut maintenir une gratuité des services publics et étendre progressivement le champ de la gratuité aux biens matériels (santé, transport, logement) et relationnels (éducation) de première nécessité.. il convient d'assurer parallèlement la préservation de la gratuité des relations humaines'

La stratégie de classes du MMM a reposée historiquement sur une alliance de la classe ouvrière, de la petite et de la moyenne bourgeoisie pour introduire les changements structurelles nécessaires. Aujourd'hui encore, nous cherchons à rassembler autour de nous les classes défavorisées, l'essentiel des classes moyennes et des exclus. Le MMM œuvre pour l'avancement de Maurice dans son ensemble « tout en étant particulièrement attentif aux intérêts des travailleurs, petits entrepreneurs, petits planteurs, éleveurs, pêcheurs et gens de la mer, artisans et fonctionnaires, artistes et intellectuels, et aux droits des femmes, des jeunes, des enfants et des défavorisés de la société »⁵.

Face à l'exclusion, le MMM se démarque des partis traditionnels, qui mettent l'échec social au compte de la responsabilité individuelle, pour s'attaquer à ses causes économiques et sociales en accordant la priorité à l'école, au cadre de vie et à l'emploi. De même, à la différence de la politique libérale des partis traditionnels, nous nous opposons à la déréglementation des relations du travail et à la précarisation de l'emploi qui en résulte pour défendre le contrat de travail à durée indéterminée, garant des droits sociaux. Nous insistons, face à la remise en cause des acquis sociaux, sur le rôle de l'Etat et la place de la sécurité sociale ainsi que les dispositions de l'Etat providence dans la vie économique et sociale. Pour répondre au chômage, le MMM souhaiterait à terme introduire une 'sécurité sociale professionnelle' par le biais d'un droit à la formation tout au long de la vie professionnelle.

Notre vision d'une société inclusive s'associe à une solidarité agissante vis-à-vis des catégories défavorisés ou vulnérables. Ainsi, avec l'allongement de la vie, il est impératif d'affirmer le droit des personnes plus âgées à la retraite, ' le droit à un revenu décent au-delà des périodes d'activités socialement utile et de temps contraint'. Mais aussi d'affirmer un droit aux réseaux : 'pour lutter contre la pauvreté relationnelle, il faudra donner à chacun les moyens de s'insérer dans les réseaux : en particulier, il conviendra d'y aider les handicapés, les personnes âgées, dépendantes et isolées'

Le socialisme du MMM est résolument féministe et le MMM a été, depuis sa création, associé à tous les combats et à toutes les avancées pour assurer aux mauriciennes, l'égalité économique, sociale et politique. « Le MMM participe activement aux efforts en vue d'éliminer les discriminations à l'encontre des femmes et prône la prise en compte des intérêts de la population féminine dans tout processus de prise de décisions, particulièrement dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de l'Etat »⁶. Nous cherchons constamment à améliorer la représentation féminine au sein de toutes les instances du parti et à l'Assemblée nationale. Le MMM réclame des actions fortes pour combattre la violence domestique et les agressions sexuelles dont sont victimes les femmes au quotidien.

Le *militan* est à la fois socialiste et féministe ; son engagement n'a de sens que s'il a comme objectif la transformation en profondeur de la société mauricienne. Le *militan* s'érige contre toute injustice et se place invariablement du côté du plus faible et de la victime.

III. Démocratie participative intégrale

'Mettre en œuvre une démocratie sociale et participative qui associe les citoyens et leurs organisations à l'élaboration des décisions qui les concernent, et au contrôle de leur application'

Pour sa première participation à des élections générales, le manifeste du MMM s'intitulait *Pour une Ile Maurice libre et socialiste* et s'ouvrait sur une citation de Rosa Luxembourg : « La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement ». L'histoire du MMM témoigne d'une défense de principe de la tenue à intervalles régulières d'élections libres et équitables et de l'obligation de tout gouvernement de rendre des comptes au peuple, mais aussi du combat pour constamment étendre le champ des droits démocratiques individuels et collectifs. Après la suspension des droits démocratiques au début des années 70, dès 1977 les municipalités MMM s'ouvrent à l'implication des citoyens dans l'élaboration de décisions locales et en 1982, le MMM au gouvernement s'assure que plus jamais le renvoi des élections ne soit possible.

Contrairement aux partis traditionnels qui ont une conception restrictive de la démocratie qui se limiterait à la tenue d'élections générales et locales, le MMM considère que la démocratie réelle ne peut être que participative. Cette vision autrement plus ambitieuse de la souveraineté populaire exige que les décisions de gouvernance soient prises, autant que possible, en consultation avec ceux qui en sont directement concernés donnant lieu à une véritable citoyenneté dans les entreprises comme dans la vie publique. Une démocratie participative et une citoyenneté active implique donc aussi la représentation des salariés dans l'entreprise, une mesure de démocratisation de l'entreprise, auquel le MMM demeure attaché. Pour que démocratie rime avec responsabilité, nous croyons au besoin de favoriser l'exercice de la responsabilité directe en donnant par exemple aux habitants des collectivités locales un pouvoir d'initiative en matière réglementaire ; ' en organisant des votes permanents sur les réseaux, des référendums d'initiative populaire sur l'internet à propos de sujets d'intérêt général...et d'organiser par les mêmes voies des compte rendus de mandat'. Parce qu'elle présuppose des citoyens informés, cultivés et actifs, la démocratie investie d'une part l'école de la mission de développer le civisme et l'esprit critique, et d'autre part la Culture de celle d'ouvrir les esprits à l'universel.

Démocrates, nous croyons en la décentralisation car l'épanouissement de la démocratie participative se fera à l'échelle de la région autonome de Rodrigues, de nos villes, de nos districts et de nos villages.

'Dans les domaines de l'information et de la communication, le MMM récuse les monopoles et favorise la pluralité. Afin de promouvoir le libre accès à l'information et la liberté de l'expression, le MMM au gouvernement favorisa l'entrée en opération de radios privés et réclame aujourd'hui la fin du monopole d'Etat sur l'audiovisuel. Nous prôtons un système audiovisuel divers et équilibré où le financement adéquat par l'Etat des chaînes publiques et le cahier des charges imposé aux chaînes privées créent les conditions d'une compétition féconde

Le MMM prône une lutte permanente contre la fraude et la corruption et pour la transparence totale dans la gestion des affaires publiques. Il exige de ses dirigeants et de tous ses militants une intégrité à toute épreuve et en contrepartie, est implacable lorsqu'il s'agit de sanctionner tout manquement à ce devoir. Il n'existe pas de menace plus sérieuse pour la démocratie que la lassitude des citoyens due à une perception de la vénalité des politiques et de leur impunité.

La démocratie participative, c'est aussi la reconnaissance de la place et de la spécificité des populations de Rodrigues et d'Agalega au sein de la république. Hier, le MMM a contribué à la réalisation de l'autonomie pour Rodrigues et agira demain comme aujourd'hui pour rapprocher davantage toutes les îles qui forment notre pays.

Le *militant* se retrouve pleinement engagé dans la défense des acquis démocratiques autant que dans l'effort de constamment étendre le champ d'application de la démocratie à toutes les sphères de la société et des relations humaines.

IV. Un internationalisme conséquent

*'L'édification d'une mondialisation maîtrisée et équitable
est le défi majeur du siècle naissant'*

Dès ses premiers balbutiements, le MMM marque sa différence avec les partis traditionnels et suscite l'enthousiasme de la jeunesse de par son engagement internationaliste : aux manifestations contre la visite de la princesse Alexandra et du dictateur Banda succèdent des prises de position qui inscrivent l'action du MMM dans un cadre à la fois national, régional et international. Les thèmes majeurs de la vision internationale du parti sont le rejet du néocolonialisme et de toute domination impérialiste ; un non alignement positif face aux super puissances ; la démilitarisation de l'océan indien et le combat pour la paix mondial ; et la solidarité active vis-à-vis des luttes populaires en Afrique du Sud, en Palestine (l'ANC et l'OLP ne seront officiellement reconnus par Maurice qu'avec l'arrivée au gouvernement du MMM en 1982) ainsi qu'au Sahara occidental. Le MMM portera tout au long de son histoire une attention particulière aux efforts de développement des pays de la région.

« Le MMM récuse toute domination ou exploitation d'un peuple par un autre et affirme qu'il ne saurait y avoir d'homme libre dans une nation assujettie, ni de pays libre dans une humanité livrée au sous-développement et à l'injustice »⁷. Aujourd'hui comme hier, ce qui nous différencie des partis traditionnels, c'est ce sentiment que notre lutte pour une île Maurice meilleure soit intimement liée aux combats en Palestine comme au Sahara occidental, aux îles Fidji comme au Costa Rica pour la dignité humaine et le progrès social.

Les quarante ans écoulés ont témoigné d'une accélération sans précédent de l'histoire, porté par un formidable développement de la science et des technologies. Et pourtant le monde demeure injuste, cruel, irrationnel et immoral. Un cinquième des habitants de la Terre vit ou survit avec moins d'un dollar par jour, un huitième de l'humanité souffre de la faim et toutes les quatre secondes une personne, enfant ou adulte, en meurt. Chaque année, onze millions d'enfants meurent de maladies guérissables ; l'écart entre les nantis et les « damnés de la terre » ne cesse de croître ; la prolifération nucléaire et les dérèglements de l'écosystème sont manifestes. Le monde, plus que jamais, demeure à transformer

La mondialisation de la production, des échanges et des marchés, s'est accompagnée de la montée en puissance du capitalisme financier au sein du monde des affaires. Les conséquences ne sont qu'évidentes. D'une part l'internationalisation sans précédent de l'économie a accentué les inégalités, aggravé le déséquilibre démographique, au vu et au su de tous par l'effet des moyens d'information et de communication modernes, suscitant des frustrations à l'échelle planétaire qui ravivent les conflits culturels et font le lit du terrorisme international. D'autre part, la libéralisation des mouvements de capitaux et la déréglementation de la finance a produit une compétition intense et un élan spéculatif contribuant à accroître la volatilité et l'instabilité de l'économie mondiale. La grave récession qui frappe les pays développés depuis 2008 reflète les excès de l'idéologie du marché et illustre les dégâts d'un capitalisme débridé érigé en principe de la mondialisation. Ceux qui seront le plus touchés sont, comme toujours, précisément ceux qui ne portent aucune responsabilité pour cette crise : les plus pauvres. Selon la Banque Mondiale, la mortalité infantile augmentera de 200 000 à 400 000 chaque année jusqu'en 2015 en conséquence.

Le MMM, avec la gauche internationale, prône une mondialisation maîtrisée et solidaire. Si l'on s'accorde que tous les défis majeurs sont désormais mondiaux, le temps de la gouvernance mondiale est arrivé à condition de rééquilibrer la mondialisation en reconnaissant la pluralité des cultures et en recherchant les valeurs communes à tous. Les idées de la gauche sont connues : instaurer un nouveau multilatéralisme qui reposerait sur une réforme et une démocratisation de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OMC mais aussi du conseil de sécurité de l'ONU ; la création d'une agence mondiale de l'environnement telle quelle (OME) et d'un conseil de sécurité économique à l'ONU. En deuxième lieu, une conception socialiste de la mondialisation requiert une redéfinition des principes régissant le fonctionnement de l'économie internationale de sorte que le critère de décision ne soit plus le seul critère commercial mais le respect des droits fondamentaux des travailleurs (recommandations de l'OIT), des normes sanitaires (OMS), de la diversité

culturelle (UNESCO) et de l'environnement (OME). Troisièmement, reconnaissant que pour la majorité des êtres humains la priorité demeure la satisfaction des besoins élémentaires, il s'agit de réaliser les objectifs du millénaire en relançant l'action internationale en faveur du développement des pays du Sud.

Le *militan* se distingue des *agents* des partis traditionnels par l'intérêt qu'il porte pour la lutte à l'internationale en tant qu'affirmation du droit de tous à une vie décente, à la paix et à la liberté. Est *militan* celle et celui qui ressent toute injustice commise à l'encontre de tout être humain ou qu'il soit sur Terre comme une atteinte à sa propre dignité. Nous sommes, en 2009 comme nos aînés le furent en 1969, des internationalistes conséquents.

V. Un mouvement de militants

'Nous sommes comme la paille de la montagne qui s'arrache et toujours repousse. Et de cette paille de la montagne nous couvrirons le monde'

Le MMM ne s'est pas voulu un parti traditionnel à sa création mais un mouvement, dans le sens d'un vaste front représentant la convergence des divers groupes sociaux composant le salariat et ayant des intérêts en commun. Il a donc toujours été traversé par différents courants d'opinion inspiré par la gauche humaniste et progressiste. Cette pluralité d'opinions a fait du MMM un vaste laboratoire d'idées face au désert intellectuel des partis traditionnels. Ce caractère d'un « mouvement » contribue à l'identité du MMM et explique le droit de tendances à l'interne toujours reconnu et un fonctionnement démocratique régi par sa constitution.

Toutefois, à la différence des partis traditionnels, le MMM s'est toujours fait remarquer par la discipline qui caractérise ses militants. Cette discipline exemplaire a pour contrepartie une invitation au *militan* à s'instruire, à faire preuve d'esprit critique, à participer activement à la vie du parti en s'exprimant librement, en participant à la formulation de la ligne du parti et aux prises de décision. Le *militan*, loin d'être un simple exécutant à l'exemple des *agents* des partis traditionnels, puise sa motivation dans des convictions raisonnées assorties d'une formation politique acquise au travers d'activités de formation et de participation aux luttes syndicales et politiques. Le *militan* porte la responsabilité cruciale non seulement de transmettre à la population la ligne du Mouvement mais encore plus de faire remonter à la direction du MMM les préoccupations et attentes du peuple. Le *militan* se doit donc d'être pleinement impliqué dans la vie communautaire dans son lieu de résidence comme sur son lieu de travail.

L'originalité du MMM tient aussi à ses structures, de la *Branche* au *Comité Central* en passant par les instances régionales, qui ont fait école à tel point que tous les partis traditionnels ont à présent un *Bureau Politique* (mais point de constitution écrite tel le MMM). La Jeunesse Militante, la Commission des Femmes du MMM et ses commissions

spécialisées complètent la liste des différentes instances du Mouvement pour en assurer la représentativité, le dynamisme interne et l'efficacité politique.

Le *militan* de 2009 se doit d'assumer à la fois ses devoirs, ses responsabilités et ses droits tels que définis par la constitution et la pratique du mouvement pour s'assurer de la fidélité du Mouvement par rapport à notre idéal et porter nos valeurs permanentes pour aller vers les mauriciens et les mauriciennes.

'Ancrés dans nos valeurs de gauche mais capables d'inventer les solutions de demain'

Toutefois, après quarante années d'existence, le MMM et ses *militan* se retrouvent confrontées, en abordant une nouvelle période historique, à de défis nouveaux, à d'interrogations nouvelles qui exigent de nous des réponses cohérentes sans pour autant nous éloigner de notre idéal et de nos valeurs.

VI. Le défi écologique et l'exigence du développement durable

*'En 50 ans nous avons modifié la planète plus
que pendant toute l'histoire de l'humanité'*

A l'aube du 21^{ème} siècle, une nouvelle problématique se présente aux socialistes à travers le monde et au MMM à Maurice même, celle de la crise environnementale. En un demi-siècle, le monde a connu une transformation ahurissante. Sait-on seulement que le nombre d'êtres humains sur terre est passé de 2,2 milliards en 1945 à 6,5 milliards en 2005 ? Cette explosion démographique, s'ajoutant à la généralisation de la façon de produire, de consommer et de vivre des pays développés, a eu pour effet d'accroître l'utilisation intensive des ressources énergétiques et des matières premières avec comme effets collatéraux les atteintes au milieu naturel, les pollutions et l'accumulation des déchets. Les bouleversements climatiques, le réchauffement de la planète, la fonte des glaces d'une part et les travaux très médiatisés d'experts et l'apparition d'associations environnementales ont fait de l'écologie une question politique incontournable.

La précarité écologique est désormais une réalité : 'cinq millions d'hectares cultivables disparaissent chaque année alors qu'il faudrait doubler la production de céréales dans les prochaines trente années ; la quantité d'eau disponible par habitant va diminuer de moitié d'ici 2040 ; on déverse 7 milliards de tonnes de gaz carbonique dans l'air tous les ans ; le désert africain progresse chaque année d'une surface égale à celle de la Belgique ; l'humanité va manquer cruellement d'air pur, d'énergie, de poissons ; la production d'électricité a doublé en trente ans et sa production thermique aggravera l'effet de serre en même temps que les affections respiratoires ; d'ici 2100, le réchauffement climatique se traduira par une hausse d'au moins 4 degrés des températures et de 20% des précipitations'.

L'impact de la pollution et des dérèglements de notre écosystème sur la santé humaine ne fait plus de doute. L'épidémie de cancer qui frappe les pays développés et qui s'étend rapidement au reste du monde tient en grande partie à la transformation de l'agriculture et de l'élevage (et donc, de nos aliments) et l'exposition à de multiples produits chimiques inexistants avant 1940. Le constat est simple : 'On ne peut vivre en bonne santé sur une planète malade'.

Le désordre aura certainement été aggravé par la domination du marché sur la démocratie, par le fait de privilégier le court terme et le profit immédiat, par des techniques non maîtrisées, par des intérêts particuliers dévoreurs de l'intérêt général, par la myopie des décideurs, par l'avidité et le laissez-faire correspondant à la seule logique de la rentabilité. « Il n'y aura pas d'avenir pour les hommes sur une planète dévastée. Le socialisme et l'écologie ne peuvent plus se séparer »⁸.

Les socialistes ne peuvent négliger la question sociale et donc le développement économique mais désormais tout aussi important que les rapports sociaux, les rapports entre humains sont les rapports entre l'homme et la nature. ' Il s'agit de rechercher un modèle de développement qui permette de concilier sur le long terme une croissance matérielle suffisante pour sortir de la misère une population mondiale en augmentation et réduire les inégalités tout en préservant la nature et l'avenir de la Terre. Relever ce défi sera une tâche immense. Elle impliquera un système scientifique et technique réorienté vers les besoins humains, des processus de production maîtrisés, et des modes de consommation économes des ressources rares, dont l'eau. Cette évolution ne pourra être laissée au seul libre jeu des marchés'. La distinction droite-gauche à cet égard réside dans notre effort de penser la question écologique en termes de justice sociale et non comme une simple contrainte environnementale.

A Maurice même, c'est le MMM qui, dès les années 70, introduisait la notion de l'écologie dans le débat politique et la sauvegarde des équilibres écologiques demeure un pilier de notre projet politique. Au gouvernement, nous avons à notre crédit des mesures d'importance fondamentale pour la protection de l'environnement telles le plan de 'phasing out' de la pêche à la senne, l'interdiction de l'extraction du sable corallien de nos lagons, l'introduction de l'essence sans plomb, l'extension du réseau de tout-à-l'égout et de manière générale une conscientisation de l'opinion publique par rapport aux enjeux de la dégradation de l'écosystème.

Désormais, l'écologie est au centre du débat politique : utilisation du charbon pour la production d'électricité, incinération ou enfouissement des déchets domestiques, autant de thèmes dans l'actualité. Face à la rhétorique trompeuse des partis traditionnels, le MMM s'engage à faire du développement humain et durable l'axe central de sa vision du devenir mauricien

VII. Le droit à la santé et l'égalité face à la santé.

« La santé, considérée non plus seulement comme une absence de maladie mais comme une ressource permettant à l'être humain de s'accomplir »⁹.

Le droit le plus fondamental est sans doute le droit à la vie : le droit de vivre le plus longtemps possible et en bonne santé.

Au fur et à mesure des découvertes scientifiques et des progrès dans le domaine médical, il apparaît que l'on peut, eu égard à la majeure partie des pathologies, prévenir, détecter et traiter sinon guérir. Pourtant, les disparités de classe à l'intérieur d'un même pays et le gouffre séparant pays riches de pays pauvres rendent illusoire toute notion d'égalité dans l'accès aux soins. La mortalité infantile varie entre 6 pour 1000 naissances dans les pays développés et 175 pour 1000 en Afrique sub saharienne. Aux Philippines, elle varie de 40 pour 1000 naissances chez les plus riches à près de 110 pour 1000 naissances parmi les plus pauvres ! Pourtant, selon la Banque Mondiale, ces iniquités ne cessent de croître. Dans les pays africains aux taux de fertilité élevé, une femme a une chance sur vingt de mourir durant la grossesse ou l'accouchement contre une chance sur deux mille en Europe. 99% des décès dus au SIDA, à la tuberculose ou au malaria surviennent dans les pays sous-développés. Les différences criantes en termes d'espérance de vie entre citoyens du même pays ou selon qu'on soit né dans un pays du Nord ou du Sud sont immorales et indignes de l'humanité au 21^{ème} siècle

L'inégalité devant la maladie et devant la mort trouvent leur origine non dans la nature des hommes mais dans les inégalités économiques et la pauvreté et renvoient aussi à la nécessaire démocratisation du savoir, tant le lien entre instruction et santé est intime.

Le combat pour la santé se heurte le plus souvent aux intérêts des grands groupes industriels et à la marchandisation croissante de la société. Ainsi, alors que dès 1950, il était établi que le tabac était la cause directe de l'explosion du cancer du poumon, ce n'est qu'en 1972 que la première mesure gouvernementale contre le tabac fut adoptée (taxe additionnelle sur la vente imposée par le gouvernement travailliste britannique) et l'on dut attendre plus de 50 ans pour les mesures d'interdiction dans les lieux publics. De même les recherches sur l'augmentation de risque de cancer associée aux graisses animales et à l'usage de pesticides se heurtent à des intérêts économiques très puissants et rendent problématiques tout changement des politiques d'élevage et d'agriculture en faveur de pratiques qui soient plus respectueuses de la nature et de la santé des humains.

Au-delà de ces facteurs, à Maurice, l'ignorance, la conception réductrice du rôle de l'école, les stéréotypes sexuels et l'accès inégal aux facilités sportives demeurent des obstacles majeurs à une alimentation saine et à la pratique d'un sport.

Le combat pour l'égalité de chances de vivre longtemps et en bonne santé sera sans aucun doute un des grands chantiers de réforme sociale du 21^{ème} siècle et interpellent les *militants*

épris de justice sociale que nous sommes. Nous en ferons un nouveau front de lutte pour l'avenir et chaque *militant* se chargera de porter ce combat au cœur de la société mauricienne.

VIII.. L'éducation pour tous tout le long de la vie et la démocratisation culturelle

*'L'école ne fait pas que transmettre le savoir.
Elle distribue aussi le pouvoir'*

Nous passons à l'ère d'une économie mondiale mue par la connaissance, l'ère de la société du savoir. Plus que jamais, la réussite de sa vie pour l'individu et le succès économique d'une nation se détermineront en fonction des compétences acquises et du capital humain collectif. . Pour approfondir l'égalité sociale et permettre l'accès à l'emploi et technologies nouvelles, les socialistes font partout le choix de l'éducation de tous et du développement du capital social de chaque individu comme la priorité des priorités

Le MMM reconnaît le droit à l'enfance et l'importance des apprentissages premiers dans un environnement social et familial enrichissant. Il considère essentiel d'apprendre à l'enfant à trouver plaisir au service et au progrès des autres et à ne pas être avec eux en situation permanente de compétition de chacun contre tous.

« Le droit au savoir présuppose que toute personne née au sein d'une collectivité y a droit à un patrimoine relationnel, en particulier à un savoir qui lui assure les moyens d'y vivre et de s'y épanouir, d'y prendre du bon temps, d'y avoir la vie devant soi. Ce qui suppose de créer les conditions pour que ces droits puissent être exercés par tous »¹⁰. Le MMM s'est donc attaché à garantir à tous une éducation de base de qualité reposant sur un socle de connaissances et de compétences essentiels à la vie en société et au travail, afin d'instaurer une véritable égalité de chances.. Au-delà, l'objectif est d'assurer le droit de tous à poursuivre leur scolarisation au secondaire deuxième cycle (*upper secondary*) et au supérieur pour développer et valoriser leurs talents ; et ensuite instaurer un droit à la formation permanente.

Malgré l'immense élan de démocratisation scolaire initié par le MMM entre 2000 et 2005, la durée de la scolarisation et le succès scolaire demeurent fortement déterminés par l'appartenance de classe. Pourtant, plus que jamais auparavant, l'éducation de l'individu détermine sa rémunération future et le capital humain d'une nation, ses chances de tirer avantage de la mondialisation. Au delà de la transmission des savoirs, l'école doit favoriser l'égalité de chances.

De même, de par l'abandon du projet d'éducation à la citoyenneté du MMM, l'école mauricienne n'est plus capable d'assumer sa mission de former des citoyens conscients à la fois de leurs droits et de leurs devoirs. L'école est le milieu le plus approprié pour acquérir le sens de la vie en commun et ne peut se permettre de mettre en parenthèses les

valeurs civiques et éthiques élémentaires alors même que la démocratie participative exige des citoyens actifs, à l'esprit critique et dotés d'un sens civique développé.

La tryptique des temps de la vie, répartis entre scolarisation, activité professionnelle et retraite ne tient plus. Le rythme du renouvellement des connaissances scientifiques et techniques, la précarisation de l'emploi et les nécessaires reconversions ainsi que l'allongement de la vie requièrent des offres de formation toute la vie durant et un droit des salariés à la formation. Cette conception est étroitement liée à l'ambition d'instaurer en cette première moitié du 21^{ème} siècle une « sécurité sociale professionnelle ». A l'avenir, la formation permanente sera sans doute considérée à l'égal d'un travail et rémunérée en tant qu'activité socialement utile, les périodes de chômage devenant l'occasion de renforcer ses qualifications et d'organiser son développement personnel

Le MMM a pour mission d'assurer un grand bond en avant de la démocratisation culturelle et le développement culturel est au cœur de notre projet de société. L'extension du temps libre, la révolution numérique et l'explosion d'une demande solvable de biens et de services culturels font de la culture un enjeu de civilisation désormais. Doter Maurice d'un réseau d'équipements culturels, soutenir toutes les différentes formes d'expression et de création artistique et culturelle, l'aide aux arts populaires, l'éducation artistique de la maternelle à l'université ...autant d'éléments d'un vaste projet culturel que le MMM ambitionne de réaliser.

VIII. Sécurité publique : *'la première des libertés'*

Assurer l'ordre et la tranquillité des citoyens est la condition de survie d'une collectivité et la fonction première de l'Etat. Pourtant, dans notre pays, règne depuis plusieurs années un climat d'insécurité qui se nourrit d'inquiétudes associées à des agressions dites de la petite et moyenne délinquance. La dégradation sensible de la situation témoigne de la perte d'autorité de l'état. La délinquance, le vandalisme et de manière générale l'incivilité ne relèvent plus des faits divers mais sont devenus un véritable enjeu de société, menaçant la sociabilité elle-même.

Longtemps préoccupé par les causes sociales de la délinquance, nous n'avons jamais néanmoins ignoré qu'il n'y a pas de liberté sans ordre et que la sécurité est un droit fondamental, sinon le premier des droits de la personne humaine autant qu'un acquis social à défendre. . Les premiers à faire les frais de l'insécurité sont les plus pauvres et les catégories sociales vulnérables vivant dans les quartiers populaires.

Pour agir contre la criminalité, le MMM prône une double politique, à la fois préventive et répressive. Face aux causes profondes de la délinquance-conditions de vie précaires, absence de travail, habitat dégradé, discriminations et aliénations sociales-des politiques sociales et pénales adaptées sont nécessaires et en particulier une action puissante d'intégration sociale privilégiant une réelle égalité de chances à l'adolescence (l'école pour tous) et au moment du premier emploi . Parallèlement, à coté d'une force de police d'ordre

public équipé et motivé, il faudrait concevoir une police de proximité pour assurer la sécurité dans les quartiers défavorisés et les zones sensibles.

Assurer la sécurité partout et pour tous basée sur le triptyque prévention-dissuasion-répression est désormais une idée force du MMM et de chaque *militan*

Où mènent nos valeurs ? La voie de l'avenir : une société du bien-être mais aussi du bien-vivre

*'Le plus grand risque aujourd'hui n'est pas dans l'audace
mais dans l'immobilisme'*

A l'aube du 21ème siècle, l'enjeu de notre combat, celle des socialistes à travers le monde et celle des *militan* à Maurice c'est de permettre le développement du capital social individuel au sein d'une société solidaire, chaque individu étant riche non seulement de ses ressources matérielles mais aussi de sa santé, de son savoir et des relations entretenues avec d'autres au sein d'une collectivité équitable. Créer une situation d'équité requiert d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et d'augmenter le patrimoine matériel et relationnel. L'enjeu, c'est aussi, au jour le jour, de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Nos valeurs permanentes et nos idées forces doivent nous armer pour répondre aux défis complexes et aux tâches multiples que présente le 21ème siècle aux *militan* que nous sommes : maîtriser notre avenir collectif à l'heure de la mondialisation et de la financiarisation du capitalisme ; humaniser nos sociétés face à la marchandisation galopante ; mobiliser et associer nos concitoyens aux décisions et étendre la démocratie dans un contexte d'individualisme exacerbé et d'inégalités croissantes ; soumettre les technologies nouvelles à des finalités et à des valeurs humaines. En somme, une 'offensive de civilisation' nous autorisant à ramener une part de rêve en politique et imaginer un monde aux espoirs sans limite.

Il nous incombe de formuler une offre politique qui soit tout à la fois 'imaginative et crédible, originale et solide, inventive et réaliste'. Au gouvernement demain, nous mènerons une politique de gauche, empreinte de réalisme économique mais qui ouvrirait à nouveau de vastes chantiers de réforme pour assurer l'égalité face à la santé, la démocratisation de la réussite scolaire et de l'accès à la culture, la modernisation par la démocratisation de nos institutions et le développement des services publics, la mise en œuvre de nouveaux droits et devoirs des citoyens. Nous nous battons en faveur de l'égalité sociale afin que réussir sa vie ne soit plus le seul privilège des fortunés mais un droit fondamental pour tous.

En se rappelant la force qui est celle de notre histoire, de nos combats, *le militan* est en droit d'éprouver de la fierté pour le MMM. Au regard de la crise mondiale, preuve patente de

l'absurdité et de l'échec du néolibéralisme, le *militan* peut légitimement poursuivre son combat pour ' ce dont le monde a besoin : la justice, l'égalité qui rime avec liberté, la fraternité, la laïcité, l'internationalisme'.

Etre *militan* en 2009, c'est encore et toujours refuser de se résigner à un monde injuste, violent, irrationnel, érigeant le barbarisme en principe d'organisation sociale. Fiers de nos valeurs, il faut aussi saisir l'occasion de nos quarante ans pour raviver la flamme du militantisme en chacun de nous et ce qui l'alimente : la capacité d'indignation face à l'injustice, n'importe laquelle et n'importe où, ainsi que la volonté de changer le monde, de changer la vie.

Etre *militan* en 2009, c'est de porter l'idée de progrès, non pas réduit à la seule croissance économique, mais celle du progrès humain, c'est-à-dire les 'capabilités' permettant à chaque individu d'accroître l'espace du possible dans lequel il peut construire son projet de vie.

Etre *militan* en 2009, c'est encore et toujours refuser de subir mais vouloir agir pour forcer le destin. Nous ambitionnons de rester fidèle à notre idéal, à notre 'utopie réaliste' et à nos valeurs fondamentales tout en étant résolument modernistes et en ayant le regard braqué sur l'avenir.

Etre *militan* en 2009, c'est encore et toujours poursuivre son engagement 'dans la modestie du quotidien et la démesure de l'idéal pour l'extension du champ des possibles'

NOTES

1. Déclaration de Principes
2. *Lionel Jospin*, Le monde comme je le vois
3. Déclaration de Principes
4. *Henri Weber*, Le bel avenir de la Gauche
5. Déclaration de Principes
6. Déclaration de Principes
7. Déclaration de Principes
8. *Lionel Jospin*, Le monde comme je le vois
9. OMS
10. *Jacques Attali*, La voie humaine

